

RENCONTRE AVEC... OLIVIER CHRISTIN

« On va vers des universités à plusieurs vitesses »

>> Vous qui avez présidé Lyon 2, comment voyez-vous l'accès rapide des universités à l'autonomie ? Quelles soient plus ou moins volontaires, en passant à l'autonomie, les universités françaises participent d'une évolution européenne. Il est vrai que cela provoque en France un changement assez important pour plusieurs raisons : l'existence du corps intermédiaire des maîtres assistants, le caractère de masse de notre université, et son rôle traditionnel d'aménagement du territoire.

>> Vous comprenez la virulence des oppositions à la loi, que vous avez votée à Lyon ? Je comprends évidemment certaines inquiétudes des personnels, mais aussi les inquiétudes tenant à l'avenir de certaines disciplines ou certains établissements... Allons-nous vers des universités à deux ou trois vitesses, avec des universités riches, performantes, et des plus pauvres ? Le ministère n'a pas apporté les réponses qu'on pouvait attendre...

>> Mais la réponse est connue, c'est oui, il y aura des universités à plusieurs vitesses !

La réponse est oui, en effet. Mais que vont devenir les autres universités ? Pourra-t-on maintenir le caractère national des diplômes ? Que vont devenir les grandes universités de sciences humaines comme Lyon 2 ?

>> Et après, c'est la sélection à l'entrée ?

C'est la question qu'on a envie d'adresser au ministère ! Quelle est l'étape suivante pour les universités autonomes, qui souffrent de rigidités



« Les universités vont être tentées par des politiques de sélection à l'entrée »

budgétaires considérables : entretien des locaux, paiement du personnel... La marge de manœuvre budgétaire est très, très faible. Du coup, les universités vont chercher les moyens de desserrer le carcan. Elles peuvent effectivement être tentées par des politiques de sélection à l'entrée, avouées franchement ou dissimulées, ou des politiques d'augmentation des droits. Ces droits sont fixés par la loi, et le ministère se dit très vigilant sur leur respect, mais combien de temps va tenir cette vigilance ? La France a les droits parmi les plus faibles en Europe, peut-elle les maintenir à ce niveau ? On pourrait voir proliférer les DU, les

diplômes d'université, dont les droits sont librement fixés par les établissements, avec des stratégies d'incitation : on dira aux étudiants de telle licence que l'inscription à tel DU est très recommandée si l'on veut réussir la licence - inscription qui coûtera 2000 euros par an... Oui, le risque est réel.

>> Venons-en à votre « Dictionnaire » : il nous rappelle qu'on ne se comprend pas bien d'un pays à l'autre... Ce livre répond à des préoccupations très pratiques. Par exemple, comment traduire dans les différentes législations nationales des décisions de la Commission européennes, qui peuvent paraître a priori très claires, et qui, en

fait, donnent matière à ambiguïté, malentendu, voire mésentente. On voit ainsi surgir dans les langues nationales des mots nouveaux, parce que les mots disponibles ne disent pas la même chose, ou parce qu'avec ces mots nouveaux arrivent des idées nouvelles : développement durable, gouvernance, employabilité... L'autre préoccupation du livre est scientifique, pour aborder les problèmes de langue quand on se lance dans des études comparées : parler d'une « université de province » n'a pas le même sens en Allemagne et en France, où le mot « province » n'est pas toujours aimable.

>> Vous étudiez la « laïcité », riche en malentendus... La « laïcité » est liée en France aux combats de la III^e République autour de la séparation de l'Église et de l'État. Ils vont inspirer Atatürk, mais la Turquie est le seul endroit où l'on retrouve ce modèle : la « laïcité » française n'a ainsi rien à voir avec la « sécularisation » anglo-saxonne.

>> On aurait eu mal du mal à se comprendre, alors qu'on n'a jamais autant voyagé... Babel n'est pas tombée ? Non, et plus l'on se parle, plus l'on multiplie les risques d'incompréhension relative. L'autre question est la manière dont on échangera demain : allons-nous à terme tous parler une sorte d'anglais international, un « pidgin », ou conserver un bilinguisme ? Je crois qu'il y a toujours la nécessité de garder une langue nationale, liée à notre histoire, pour exprimer des réalités particulières comme « laïcité ». Recueilli par Francis Brochet

REPÈRES

OLIVIER CHRISTIN
Universitaire
 > Professeur d'Histoire moderne à l'université de Neuchâtel, enseignant à l'École pratique des hautes études
 > Ancien président de l'université Lumière Lyon 2 (2006-2009)
 > Vient de diriger l'édition d'un « Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines » (Édition Métailié)
 > Invité ce soir pour une Rencontre à la Villa Gillet à Lyon.



J. P. O. / Photo Olympe